



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Boehringer Ingelheim Animal Health France

4 chemin du Calquet
BP 25701
31000 Toulouse

Références : 2026/ 021
Code AIOT : 0006803107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement Boehringer Ingelheim Animal Health France implanté 4 chemin du Calquet BP 25701 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale concernant le plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). Celle ci vise à maîtriser l'intégrité de l'outil industriel pour prévenir les risques technologiques et environnementaux associés à certains équipements et ouvrages soumis au vieillissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Boehringer Ingelheim Animal Health France
- 4 chemin du Calquet BP 25701 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006803107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Boehringer Ingelheim Animal Health France consacre son activité à la recherche, au développement et à la production de produits pharmaceutiques vétérinaires.

De par ses activités, le site relève du régime de l'autorisation et est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2008 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 7 avril 2010, 4 mars 2013, 7 juin 2013, 1^{er} avril 2020 et 17 juillet 2023. La situation administrative a été actualisée en dernier lieu par la lettre préfectorale du 28 mai 2020.

L'établissement utilise des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi de mise en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillissement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 10/12/2025, article L 511-1	Demande d'action corrective	2 mois
2	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2-1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de modernisation des installations industrielles ne concernerait que les ouvrages liés aux effluents, issus des eaux de lavage, qui sont collectés en tant que déchets dans des réservoirs cylindriques aériens. En effet, les matières premières sont stockées dans des fûts et les produits finis sont conditionnés en médicaments.

Les effluents stockés dans 4 cuves tampon sont traités par évaporation puis transférés vers 2 cuves de concentrât à double parois. Ces produits sont ensuite pompés et orientés vers une filière d'incinération.

Le jour de l'inspection, un bureau de contrôle a été reçu pour évaluer la situation du site au regard des exigences réglementaires vis à vis du PM2I. En fonction de la situation, l'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection des installations classées à caractériser ces mélanges et à élaborer un plan et un programme d'inspection basés sur un état initial des équipements soumis au PM2I.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/12/2025, article L 511-1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : La dernière situation administrative a été actée par lettre préfectorale du 28 mai 2020, et ce, en remplacement de la lettre préfectorale du 25 février 2020. Les prescriptions fixées par arrêté préfectoral d'exploiter du 24 janvier 2008 complétées demeurent applicables. Une cessation d'activité de la production biologique, liée aux 3 rubriques 3450 (A), 2681 (A) et 2680 (D), a été notifiée au préfet le 20 décembre 2024. Selon l'exploitant, une cessation de l'activité liée à la rubrique 4120 2.a est intervenue en 2023 sans qu'il n'y ait une notification de celle-ci au préfet. A la demande de l'inspection des installations classées lié à ce manquement, l'exploitant indique que la cessation est liée à l'arrêt de la production de solutions injectables, acté en juin 2023, et qu'une décision, quant au probable maintien de cette rubrique à moindre volume, interviendrait plus tard. Un arrêté préfectoral ou une lettre préfectorale sera proposé à la suite de la mise à jour de la situation administrative.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">• la situation administrative mise à jour ;• une notification concernant la modification du volume liée à la rubrique 4120.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application – cas des déchets (AM 22/12/2023)
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent également aux déchets, présents ou susceptibles d'être présents au sein d'une installation soumise au présent arrêté, et qui présentent ou sont susceptibles de présenter, dans les conditions régnant dans cette installation, des propriétés équivalentes pour ce qui est de leur potentiel d'accident majeur. Ces déchets sont provisoirement affectés aux classes, catégories et mentions de danger les plus proches ou de la substance ou du mélange dangereux désigné le plus proche. Ils sont assimilés à des substances ou mélanges dangereux au sens de la présente section. Pour ces déchets, l'annexe I précise les modalités d'entrée en application des dispositions de la présente section.
Constats : Le site de Boehringer est soumis à autorisation pour les rubriques 4120 et 4708. Il relève de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et rentre dans le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) s'appliquant ainsi, aux réservoirs aériens et aux équipements associés. L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas d'un recensement lié au vieillissement des équipements au titre du PM2I et, de ce fait, ce dernier n'a pas dressé d'état initial de réservoirs, de retentions ou des massifs et de la tuyauterie associée. Il présente un inventaire de 27 cuves, dont 7 cuves cylindriques aériennes verticales d'un volume compris entre 20 et 25 m ³ et un plan de situation de ces réservoirs sur le site. Ces cuves, collectant des eaux de lavage, sont susceptibles de contenir des produits dangereux pour l'environnement et seraient concernées par le PM2I. En effet, ces déchets seraient assimilés à des substances ou mélanges dangereux au sens du présent article. S'agissant des matières premières, l'exploitant indique que celles-ci sont stockées dans des fûts et par conséquent, ne sont pas concernée par le PM2I. Le jour de l'inspection, il n'est pas mentionné les phrases de risques et les mentions de dangers des substances ou mélanges pouvant transiter dans ces équipements. L'exploitant précise ne pas avoir connaissance de l'existence d'un état initial des réservoirs, de rétentions et des tuyauteries ayant servi à élaborer un plan et un programmes d'inspection relatifs aux équipements au titre du PM2I. A la demande de l'inspection des installations classées, ces effluents vont devoir être caractérisés pour permettre de statuer si ces réservoirs et les équipements associés relèvent du PM2I. Le jour de l'inspection, une visite sur site a permis de confirmer la présence des réservoirs, des cuves de rétention, la tuyauterie et les volumes des 7 cuves identifiées dans l'inventaire présenté par l'exploitant le jour de l'inspection. Ces équipements sont organisés comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Deux réservoirs (N° 4 et 5) verticaux de 25 m³, situés en sous-sol, chacun associé à une cuve de rétention intégrée sous un massif maçonné. Les effluents collectés sont traités par évaporation puis transférés vers une cuve de concentrât (N° 5bis) de 25 m³.• Deux réservoirs (N° 13 et 14) verticaux de 20 m³, situés en sous-sol, chacun disposant d'une

cuve de rétention. Les effluents sont traités par évaporation puis envoyés vers une cuve de concentrât de 20 m³.

- Un réservoir (N° 6) à double enveloppe de 25 m³, collectant les effluents issus du bâtiment de production.

La tuyauterie d'un diamètre nominal supérieur au DN 80, au sens des normes EN 805 et ISO 6708, a été relevé sur site et correspondrait à un DN 97. Le concentrât contenu dans les cuves à doubles parois, munies d'un système de détection de fuites, est ensuite pompé et orienté vers une filière d'incinération.

Pour répondre aux exigences réglementaires liées au vieillissement des équipements industriels, l'exploitant indique avoir mandaté un bureau de contrôle et qu'une visite du site est programmée le même jour de la présente inspection. L'objectif de cette initiative est de vérifier si les équipements sus mentionnés sont concernés par le PM2I. Ce qui permettra à l'exploitant de se conformer à la réglementation en matière de prévention des risques liée au vieillissement des équipements industrielles et par conséquent :

1. dresser un état initial de ses équipements et,
2. mettre en place un plan et un programme d'inspections.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au préalable, l'exploitant doit réaliser la caractérisation des effluents stockés dans les 7 cuves, en identifiant la nature chimique des substances contenues dans ces effluents, les mentions de danger et les phases de risques associées.

Dans la mesure où ces équipements sont concernés par le Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I), l'exploitant doit, dans un délai de six mois, élaborer conformément aux article 4, 5, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels :

1. un état initial complet des réservoirs, des rétentions et des tuyauteries selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 sus mentionné ;
2. un plan et un programme d'inspection associés aux réservoirs, aux rétentions et massifs et à la tuyauterie.

Pour les réservoirs et équipements associés soumis au PM2I, notamment en application de l'article 4-3 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'exploitant doit apporter la preuve qu'il réalise une inspection externe détaillée dans un délai de six mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois